



Vive le PCF (mlm) !

## **La Commune de Paris peut-elle servir de modèle ?**

### **Consignes sur la Révolution culturelle à Shanghai 12 février 1967**

[Cet article a été rédigé d'après l'enregistrement sur bande magnétique du discours prononcé par le camarade Chang Choun-chiao, le 24 février, sur la place du Peuple à Shanghai et du tract paru ensuite à ce sujet. Il est très difficile de savoir si ce texte reproduit littéralement les paroles originales du président Mao : il doit servir uniquement de document d'étude.]

... La Commune de Paris, la Commune ; n'avons-nous pas tous dit qu'une réédition de la Commune de Paris serait une nouvelle forme de pouvoir d'État ?

La Commune de Paris fut créée en 1871, voici quatre-vingt-seize ans ; si la Commune de Paris n'avait pas abouti à un échec, si elle avait triomphé, elle serait certainement devenue de nos jours, je pense, une commune de la bourgeoisie, parce que la bourgeoisie française n'aurait certainement pas permis à la classe des travailleurs français de garder un pouvoir politique aussi étendu entre ses mains. Voilà ce qu'était la Commune de Paris.

Quant au pouvoir d'État des Soviets... Jadis, dès la naissance du pouvoir d'État des Soviets, Lénine se frotta les mains ; il pensait que c'était une création formidable des travailleurs, des paysans et des soldats, une nouvelle forme de dictature du prolétariat.

Mais Lénine n'avait pas pensé jadis que ni les travailleurs, ni les paysans, ni les soldats ne pourraient utiliser un tel régime, pas plus que la bourgeoisie ni même en fin de compte Khrouchtchev. En effet, les Soviets actuels... Eh bien, les Soviets de Lénine se sont métamorphosés en Soviets de Khrouchtchev. L'Angleterre est une monarchie, est-ce qu'ils n'ont pas une reine ? L'Amérique a un régime présidentiel, mais au fond, il n'y a aucune différence, ce sont de part et d'autre des dictatures de la bourgeoisie.

Le prétendu « pouvoir d'État » du Sud-Vietnam est un système présidentiel, et son voisin, la Cambodge de Sihanouk, un royaume. Lequel des deux systèmes est le meilleur ?

Je crains que Sihanouk soit encore meilleur que l'autre. L'Inde a un régime présidentiel, et son voisin, le Népal, un régime monarchique ; dans ces conditions, où se trouve le meilleur système ? Apparemment, la royauté est encore meilleure que le système de l'Inde.

Il est facile d'en juger d'après leur comportement actuel. Dans la Chine antique, il y eut les « empereurs Trois et Cinq », dans la dynastie Chou, on parla de « roi », depuis la dynastie Chin, on dit « empereur », le « Premier empereur de Chine » adopta d'emblée le titre de « empereur Trois et

Cinq » tout à la fois. Pendant le règne des Taipings, on se servit de la désignation « Roi du Ciel », et l'empereur Tait-tzou de la dynastie Tang fut aussi un « Empereur du Ciel ».

Voyez donc comme les noms ont changé au gré du temps. Quant à nous, nous n'attachons aucune importance aux changements de noms ; pour nous le problème n'est pas dans le titre mais dans la réalité, non pas dans la forme, mais dans le fond. Il ne serait pas opportun de changer trop souvent les appellations, nous n'attachons pas d'importance aux appellations, mais à la réalité, non pas à la forme, mais au fond.

Ce Wang Mang de la dynastie Han changea les titres avec un empressement délirant.

Dès qu'il fut devenu empereur, il changea tous les titres des fonctionnaires, un peu à la manière de ceux qui, de nos jours, n'aiment pas le mot « chef » ; il a tout changé de fond en comble, et même renouvelé tous les noms des provinces du pays tout entier, à la manière des Gardes Rouges qui ont changé les noms des rues de Pékin, jusqu'à ce que finalement, plus personne ne puisse s'y reconnaître, car en fin de compte, on ne retient que les anciens noms.

C'est ainsi qu'on se prépare des désagréments, quand il s'agit d'envoyer des documents officiels à la base.

La Commune de Paris et les Soviets nous ont transmis les expériences principales ; nous pourrions également imaginer une République Populaire de Chine, dont se serviraient les deux classes sociales.

Si nous étions renversés et si la bourgeoisie venait à la barre, elle pourrait continuer à se servir de la même dénomination, République Populaire de Chine, sans même en changer le nom. Quelle est la classe qui reçoit le pouvoir d'État et qui le conserve ? Voilà la question fondamentale, cela n'a rien à voir avec la dénomination !

Ne devrions-nous pas rester plus fermes et renoncer à changer constamment de noms ?

Cette politique de changement de dénominations nous amènerait finalement à changer le système de gouvernement, le régime intérieur, le nom de l'État ; faudrait-il l'appeler par exemple « Commune Populaire de Chine »? Le président de la République Populaire de Chine s'appellerait-il alors directeur ou chef de la Commune ?

Mais il n'y aurait pas que ce problème ; une autre question qui lui est intimement liée se poserait aussi : les pays étrangers nous reconnaîtraient-ils ou non ?

Si on changeait la dénomination de l'État, les ambassadeurs ne seraient plus accrédités et il faudrait recommencer un échange de représentation diplomatique, et solliciter une nouvelle reconnaissance.

Je suppose que, dans ces conditions, l'Union soviétique nous refuserait la reconnaissance ; elle n'oserait pas nous l'accorder, car une reconnaissance créerait des désagréments pour le système des Soviets. —

D'où vient cette brusque « Commune Populaire de Chine »? Ce serait pour eux un problème très difficile à régler. Quant aux pays capitalistes, ils nous accorderaient vraisemblablement la reconnaissance.

Si on transformait tout en communes, qu'advierait-il du Parti ? Quelle position occuperait-il ?

Parmi les membres du Comité de la Commune, il y aurait des membres du parti et des éléments sans parti, quelle importance aurait le Comité du parti ?

En fin de compte, on continue à avoir besoin d'un parti, n'est-ce pas ?

On a besoin d'un noyau central, peu importe le nom qu'on lui donne, peu importe que ce soit parti communiste ou parti social-démocrate, parti social-démocrate des travailleurs, ou Kuomintang, ou Yikouantao, toujours est-il qu'un parti est nécessaire. En principe les communes ont également besoin du parti.

Est-ce que par hasard, la commune peut remplacer le parti ? J'estime qu'on ne devrait pas procéder à un changement de dénomination, et ne pas s'intituler « Commune » ; suivons plutôt la bonne vieille méthode ; que le Congrès du Peuple continue à vivre, et nous continuerons à élire des Comités du Peuple. Si on passe son temps à changer les dénominations, on finit par se cantonner dans des changements formels, qui ne résolvent pas les questions de fond.

La population de Shanghai aime beaucoup la commune populaire, elle aime beaucoup cette dénomination. Que faire alors ?

Faudrait-il faire marche arrière, recommencer à délibérer ? Après tout, il n'existe pas tellement de méthodes !

L'une d'elles consisterait à ne rien changer, à continuer à utiliser l'appellation « Commune populaire de Shanghai ». L'avantage de cette méthode, c'est qu'on s'assurerait ainsi l'enthousiasme de la population de Shanghai ; cette commune est universellement aimée là-bas.

En revanche, elle serait la seule dans le pays à porter ce nom... Ne vous sentiriez-vous pas très solitaires ? — Il ne faut pas que cela paraisse dès maintenant dans le Quotidien du Peuple, sinon ils voudraient tous s'appeler « Commune populaire ». Si le pouvoir central reconnaît la commune populaire, et si cela est publié dans le Quotidien du Peuple, tout le pays va vouloir adopter cette dénomination.

Pourquoi Shanghai serait-elle la seule ville à obtenir l'autorisation de porter ce nom ? Ce n'est pas facile à régler. Ainsi il y a des avantages et des inconvénients à laisser les choses comme elles sont.

Seconde méthode : on pourrait procéder à un changement général, dans le pays tout entier, cela amènerait alors inévitablement un changement de système politique ; on devrait changer l'appellation de l'État, certains pays ne nous reconnaîtraient plus, il en résulterait de nombreux désagréments, cela n'est pas très judicieux et manque de réalisme.

La troisième méthode consisterait à procéder à un petit changement, ce qui résoudrait la question de l'unité nationale. Bien entendu, on pourrait attendre un peu, un peu plus tôt, un peu plus tard, qu'importé, on n'est pas obligé de faire ce changement à la minute même.

Si tous estiment qu'ils ne sont pas d'accord avec un tel changement, eh bien, gardez encore un certain temps votre nom, qu'en pensez-vous ? Peut-on trouver un terrain d'accord sur ce sujet ?...

## Notes sur le texte

La commune populaire de Shanghai fut instituée dans la ville portuaire le 5 février 1967 ; elle fut considérée comme un produit de la « Révolution de janvier » des rebelles de gauche ; mais son existence ne dura que jusqu'au 24 février.

Puis elle changea de nom, devint le Comité révolutionnaire de la ville de Shanghai, et servit de modèle aux nouveaux organes du pouvoir des comités révolutionnaires, triple alliance entre les militaires, les cadres révolutionnaires et les représentants des masses, autrement dit, aux Gardes Rouges. Le texte présent a été rédigé entre ces deux dates.

Deux membres importants du Groupe central de la Révolution culturelle au Comité central, Chang Choun-chiao et Yao Wen-yuan dirigèrent le Comité provisoire de la Commune. Chang Choun-chiao : en 1954, directeur du Journal de la Libération de Shanghai ; en 1965, secrétaire du parti communiste de Shanghai, il se distingua pendant la Révolution culturelle ; membre du Bureau politique après le Neuvième Congrès du Parti, en 1969, et après le Dixième Congrès du Parti, en 1973, membre du Comité permanent du Bureau politique.